ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 15 juin 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de diverses dispositions relatives au statut pécuniaire des militaires et portant le régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier", a donné le 22 juin 1994 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 juni 1994 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van diverse bepalingen betreffende het geldelijk statuut van de militairen en houdende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het aktief kader beneden de rang van officier", heeft op 22 juni 1994 het volgend advies gegeven :

En dépit de la règle énoncée à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 15 octobre 1991, aucune motivation n'est avancée pour justifier le caractère urgent de la demande d'avis.

*
* *

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier".

Préambule.

1. L'alinéa 1er doit être omis.

2. On mentionnera les dates des accords qui ont été donnés, c'est-à-dire, pour le Ministre de la Fonction publique, le 21 juin 1994 et, pour le Ministre du Budget, le 20 juin 1994.

Dispositif.

Article 2.

1. Les paragraphes 1er, 2 et 3 sont inutiles puisque, comme le relève le rapport au Roi, ils ont pour seul objet de donner des définitions qui sont déjà contenues, d'une part, dans la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver et, d'autre part, dans l'arrêté royal qui sera pris et qui tend à porter détermination des formes d'engagement opérationnel et des activités préparatoires en vue de la mise en oeuvre des forces armées.

Ces paragraphes seront donc omis.

2. Au paragraphe 4, devenant l'alinéa unique de la disposition, il est proposé d'écrire plus clairement à la fin du 3° :

"3° ..., elles revêtent un caractère particulièrement exigeant et ont une durée d'au moins vingt-quatre heu-

res par mois de calendrier à raison d'au moins dix heures ininterrompues par jour;".

Au 4°, les tirets seront remplacés par a), b), c).

Le 5° serait mieux rédigé comme suit :

"5° catégorie barémique de traitement : les diverses échelles de traitement au sein d'une même catégorie;".

Au 6°, dans le texte français, il est question d'"un déplacement de service ininterrompu à l'étranger", alors que, comme le texte néerlandais ainsi que l'article 35 le font apparaître, il s'agit vraisemblablement d'un voyage à l'étranger pour le service. Les textes français et néerlandais doivent être mis en concordance.

Article 5.

Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, les termes "Par dérogation à l'article 4," sont inadéquats et doivent être omis.

Article 7.

1. Au 2°, le texte français n'est pas rédigé de la même manière que le texte néerlandais; il y a lieu d'assurer leur concordance en précisant les diverses hypothèses

envisagées et en les énumérant dans une subdivision a), b), etc.

2. Afin d'éviter toute difficulté, si telle est bien l'intention, il y aurait lieu de viser les ministères fédéraux, régionaux ou communautaires dans lesquels le militaire est utilisé.

La même observation vaut pour l'article 8, § 2, devenant l'alinéa 2, 1° et 2°.

3. Par ailleurs, la disposition en projet vise la mise du militaire à la disposition "d'un autre département ministériel", ainsi que son utilisation "dans un ministère". Il convient d'harmoniser la terminologie et d'utiliser une même expression qui vise, de manière précise, la même hypothèse.

Les observations 2 et 3 valent pour l'article 16, alinéa 1er.

Article 8.

Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, compte tenu de la disposition du paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il semble que le mot "également" doive être omis.

Article 9.

Au paragraphe 2, alinéa 2, mieux vaut écrire :

"... ne sont pris en compte que pour les deux tiers, ...".

Article 11.

Suivant le rapport au Roi, la disposition permettrait d'"éviter qu'une modification du statut pécuniaire n'entraîne une diminution de traitement". Toutefois, telle qu'elle est rédigée, plus spécialement à l'alinéa 1er, elle permettrait au militaire, dans l'hypothèse d'une modification du statut pécuniaire prévoyant une augmentation de traitement, d'obtenir rétroactivement le paiement du supplément de traitement.

Compte tenu de l'incidence budgétaire que la disposition pourrait ainsi avoir, le Conseil d'Etat se demande si telle est bien, l'intention des auteurs du projet.

Article 12.

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, in fine, on écrira :

"Art. 12. ... l'officier qui est titulaire :

1° du brevet d’état-major ...;

2° du brevet d’administrateur militaire;

3° du brevet d’ingénieur du matériel militaire".

2. Au paragraphe 2, devenant l’alinéa 2, mieux vaut écrire :

"... du grade à concurrence du montant de la bonification".

Article 14.

Au paragraphe 1er, devenant l’alinéa 1er, on écrira :

"Art. 14. Par dérogation à l’article 4, le traitement de base annuel, en ce compris les bonifications de traitement prévues à l’article 12, ne peut être inférieur aux montants figurant à l’annexe B pour :

1° l’officier de corps ...;

2° l’officier de réserve ...;

3° le sous-officier de réserve ...;

4° l’officier commissionné ...".

Article 18.

La référence à l'article 18, § 1er, est erronée; il s'agit probablement de l'article 15, § 1er, alinéa 2.

Article 19.

Au paragraphe 3, alinéa 1er, le Conseil d'Etat se demande s'il n'y a pas lieu de rédiger la fin de cet alinéa en tenant compte de ce qu'une prestation pourrait durer plus d'un mois, auquel cas il faudrait écrire :

"... du mois au cours duquel la prestation a été effectuée ou commencée".

Article 20.

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, la disposition en projet prévoit une "indemnité forfaitaire non imposable". Il n'appartient pas au Roi de décider qu'un revenu n'est pas imposable. Les termes "non imposable" doivent être omis.

2. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il parait préférable d'écrire :

"En cas d'octroi de l'indemnité prévue à l'alinéa 1er, l'intéressé n'a pas droit à l'indemnité pour menues dépenses prévue par ...".

Article 23.

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, 2°, le texte en projet vise les permanences "à l'exception de celles qui sont mentionnées à l'article 27"; peut être s'agit-il, plutôt, de celles visées à l'article 25, § 2.

Si telle est bien l'intention, il est proposé d'écrire :

"2° les permanences opérationnelles territoriales et protocolaires effectuées en exécution d'un tour de rôle, à l'exception de celles qui sont visées à l'article 25, § 2;".

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il faut sans doute lire :

"Lorsque des prestations visées à l'alinéa 1er, 3°, sont accomplies ... donnent droit, chacune, à ...".

Article 27.

Il y a lieu de vérifier si les articles visés sont correctement mentionnés.

Par ailleurs, on écrira : "... ou y est incluse, ...".

Article 31.

En son alinéa 2, la disposition en projet prévoit qu'il est, tantôt "accordé", tantôt "imposé" au militaire une compensation en temps. Il y a lieu de préciser les deux hypothèses visées.

La même observation vaut pour l'article 36.

Article 32.

1. Les paragraphes 2 et 3, devenant les alinéas 2 et 3, sont très difficilement compréhensibles; ils doivent être entièrement réécrits.

2. Le terme "imputées", utilisé à l'article 32 ainsi que dans les dispositions suivantes du projet, est inadéquat. Il faut écrire "prises en compte".

Article 34.

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, in fine, il faut écrire :

"... de cent sept heures en raison des jours fériés légaux".

2. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, deuxième phrase, il faut, sans doute, lire : "... les absences visées à l'article 33, 2° à 5° ...".

Article 37.

La disposition en projet contient des subdélégations au chef d'état-major général et aux chefs d'état-major de chaque force.

De telles subdélégations ne sont admissibles que si, comme le donne à penser l'alinéa 3 de la disposition en projet et comme l'a précisé l'officier délégué, elles devaient ne comporter que le pouvoir de fixer des règles secondaires ou de détail, spécialement celles propres à chaque force.

Or, tel que le texte - spécialement l'alinéa 1er - est rédigé et compte tenu du caractère purement exemplatif des précisions fournies à l'alinéa 3, cette interprétation n'apparaît pas suffisamment. Le texte doit être revu.

Article 41.

Au 1°, de l'accord de l'officier délégué, il convient d'omettre la référence à l'article 17.

Annexes.

Il y a lieu, au bas de chaque annexe, d'apporter la mention habituelle :

"Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...".

Observations finales.

1. Conformément à l'usage, on écrira "Titre premier" et "Chapitre premier".

2. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. L'observation vaut pour les articles 2, 5, 8, 12, 13, 14, 20, 23, 32, 34 et 38.

3. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.

4. Il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par l'insertion de phrases ou d'alinéas incidents. Cette observation vaut pour l'article 7, 1°, dont la phrase incidente doit faire l'objet d'un alinéa distinct.

5. Les chiffres, les délais et les pourcentages doivent s'écrire en toutes lettres.

In weerwil van de regel die wordt gesteld in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 15 oktober 1991, wordt geen enkele motivering opgegeven om het dringende karakter van de adviesaanvraag te rechtvaardigen.

*

* *

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier".

Aanhef.

1. Het eerste lid moet vervallen.

2. De data van de verleende akkoordbevindingen moeten worden vermeld, te weten, voor de Minister van Ambtenarenzaken 21 juni 1994 en voor de Minister van Begroting 20 juni 1994.

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

1. De paragrafen 1, 2 en 3 zijn nutteloos aangezien zij, zoals er in het verslag aan de Koning op wordt gewezen, uitsluitend tot doel hebben definities te geven die reeds zijn vervat in enerzijds de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending, de paraatstelling, de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden en anderzijds het koninklijk besluit dat zal worden uitgevaardigd en dat ertoe strekt de mogelijke operaties in periode van inzet en van de voorbereidingsactiviteiten met het oog op de aanwending van de krijgsmacht te bepalen.

Die paragrafen moeten dus vervallen.

2. In paragraaf 4, die het enige lid van de bepaling wordt, wordt voorgesteld de bepaling onder 3° duidelijker te stellen als volgt :

"3° veeleisende prestaties : de in dit besluit bepaalde dienstprestaties die ... omdat zij, hoewel zij verband houden met de functie van de militair, bijzonder hoge eisen stellen en ten minste vierentwintig uur duren per

kalendermaand naar rata van ten minste tien ononderbroken uren per dag;".

In de bepaling onder 4° dienen de streepjes vervangen te worden door a), b), c).

De bepaling onder 5° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"5° weddeschaal-categorie : de verschillende weddeschalen binnen een zelfde categorie;".

In de bepaling onder 6° is er in de Franse tekst sprake van "un déplacement de service ininterrompu à l'étranger", trwijl het, zoals uit de Nederlandse tekst alsmede uit artikel 35 blijkt, waarschijnlijk gaat om een reis naar het buitenland voor de dienst. De Nederlandse en de Franse tekst moeten in overeenstemming worden gebracht.

Artikel 5.

In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zijn de woorden "In afwijking van artikel 4" niet deugdelijk en moeten vervallen.

Artikel 7.

1. In de bepaling onder 2° is de Franse tekst niet op dezelfde wijze gesteld als de Nederlandse tekst; er moet

voor gezorgd worden dat de teksten overeenstemmen door de verschillende beschouwde gevallen te vermelden en door ze op te noemen in een onderverdeling in a), b), enz.

2. Om elke moeilijkheid te voorkomen zou, indien zulks wel degelijk de bedoeling is, moeten worden verwezen naar de federale, gewest- of gemeenschapsministeries waarin de militair wordt gebezigd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, § 2, die het tweede lid, 1° en 2° wordt.

3. Bovendien is er in de ontworpen bepaling sprake van de terbeschikkingstelling van de militair "van een ander ministerieel departement", alsmede van zijn beziging "in een ministerie". De terminologie dient te worden geharmonieerd en er dient een zelfde uitdrukking te worden gebruikt die duidelijk verwijst naar hetzelfde geval.

De tweede en derde opmerking geldt voor artikel 16, eerste lid.

Artikel 8.

In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, lijkt het woord "eveneens", gelet op het bepaalde in paragraaf 3, die het derde lid wordt, te moeten vervallen.

Artikel 9.

In paragraaf 2, tweede lid, zou het beter zijn te schrijven :

"... slechts voor twee derde in aanmerking wordt genomen, ...".

Artikel 11.

Volgens het verslag aan de Koning zou de bepaling het mogelijk maken "te vermijden dat een wijziging van het geldelijk statuut een vermindering van de wedde met zich meebrengt". Zoals de bepaling, en inzonderheid het eerste lid, is gesteld, zou zij het, indien de bezoldigingsregeling wordt gewijzigd en daarbij in een weddeverhoging wordt voorzien, de militair evenwel mogelijk maken de betaling van de weddebijslag met terugwerkende kracht te verkrijgen.

Gelet op de budgettaire weerslag die de bepaling aldus zou kunnen hebben, is het voor de Raad van State zeer de vraag of dit wel degelijk de bedoeling is van de stellers van het ontwerp.

Artikel 12.

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men :

"Art. 12. ... de officier die houder is van :

1° het stafbrevet of van het hogere stafbrevet;

2° het brevet van militair administrateur;

3° het brevet van ingenieur van het militaire materieel".

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou het beter zijn te schrijven :

"... van de graad overschrijden ten belope van het bedrag van de weddeverhoging".

Artikel 14.

In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men :

"Art. 14. In afwijking van artikel 4, mag de basisjaarwedde, met inbegrip van de in artikel 12 bedoelde weddeverhogingen, niet lager liggen dan de bedragen vermeld in bijlage B voor :

1° de officier van het korps ...;

2° de reserveofficier ...;

3° de reserveonderofficier ...;

4° de als hulppersoneel aangestelde officier".

Artikel 18.

De verwijzing naar artikel 18, § 1, is onterecht; waarschijnlijk wordt artikel 15, § 1, tweede lid, bedoeld.

Artikel 19.

Wat paragraaf 3, eerste lid, betreft, vraagt de Raad van State zich af of er voor de redactie van het einde van dat lid geen rekening mee behoort te worden gehouden dat een prestatie langer dan een maand zou kunnen duren. In dat geval schrijve men :

"... de maand tijdens welke de prestatie is verricht of aangevat".

Artikel 20.

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, voorziet de ontworpen bepaling in een "niet-belastbare forfaitaire vergoeding". Het staat niet aan de Koning om te bepalen dat een inkomen niet-belastbaar is. Het woord "niet-belastbare" moet dan ook vervallen.

2. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men beter :

"Er is geen cumulatie mogelijk van de vergoeding bedoeld in het eerste lid en van de vergoeding voor kleine uitgaven bepaald in ...".

Artikel 23.

1. In 2° van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, spreekt de ontworpen tekst van permanenties, "met uitzondering van die welke vermeld worden in artikel 27"; wellicht worden veeleer die bedoeld welke vermeld worden in artikel 25, § 2.

Als dat inderdaad het geval is, wordt voorgesteld te schrijven :

"2° operationele, territoriale en protocollaire permanenties, die bij toerbeurt worden verricht, met uitzondering van die vermeld in artikel 25, § 2;".

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, moet wellicht worden gelezen :

"Wanneer prestaties als bedoeld in het eerste lid, 3°, worden verricht, geeft elke ondeelbare periode ... die overblijft ... recht op ...".

Artikel 27.

Er behoort te worden nagegaan of de artikelen waarnaar verwezen wordt, correct vermeld zijn.

Overigens schrijve men in de Franse tekst : "... ou y est incluse, ...".

Artikel 31.

Volgens het tweede lid van de ontworpen bepaling kan een compensatie in tijd aan de militair worden "toegestaan" of "opgelegd". Deze twee mogelijkheden behoren nader te worden verklaard.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 36.

Artikel 32.

1. De paragrafen 2 en 3, die het tweede en het derde lid worden, zijn zeer moeilijk te begrijpen; zij moeten volledig worden herschreven.

2. In de Franse tekst van artikel 32 en volgende is het woord "imputées" niet op zijn plaats. Het behoort te worden vervangen door "prises en compte".

Artikel 34.

1. In fine van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men :

"... van honderd en zeven uren voor de wettelijke feestdagen".

2. In de tweede volzin van paragraaf 3, die het derde lid wordt, behoort wellicht te worden gelezen : "... de afwezigheden bepaald in artikel 33, 2° tot 5° ...".

Artikel 37.

De ontworpen bepaling bevat subdelegaties aan de chef van de generale staf en aan de stafchef van elk krijgsmachtdeel.

Zulke subdelegaties zijn alleen aanvaardbaar als ze, zoals het derde lid van de ontworpen bepaling lijkt aan te geven en zoals de gemachtigde officier heeft gezegd, slechts betrekking hebben op de bevoegdheid om bijkomende regels of detailkwesties vast te leggen, inzonderheid die welke eigen zijn aan elk krijgsmachtdeel.

Zoals de tekst - en vooral het eerste lid ervan - is opgesteld en aangezien het derde lid slechts bij wijze van voorbeeld nadere bepalingen geeft, komt die interpreta-

tie echter niet helemaal tot uiting. De tekst moet dan ook worden herzien.

Artikel 41.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat in 1° de vermelding van artikel 17 behoort te vervallen.

Bijlagen.

Onderaan elke bijlage moet de gebruikelijke vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ..." voorkomen.

Slotopmerkingen.

1. Overeenkomstig het gebruik schrijve men in de Franse tekst "Titre premier" en "Chapitre premier".

2. Er is geen grond om een artikel in paragrafen in te delen als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. Deze opmerking geldt voor de artikelen 2, 5, 8, 12, 13, 14, 20, 23, 32, 34 en 38.

3. De onderverdeling van een volzin dient te geschieden door middel van 1°, 2°, 3°, enz., die op hun

beurt eventueel kunnen worden onderverdeeld in a), b), c), enz.

4. Het is ongebruikelijk een opsomming te onderbreken door tussenzinnen of tussenleden in te voegen. Deze opmerking geldt voor artikel 7, 1°, waarvan de tussenzin een apart lid behoort te worden.

5. Cijfers, termijnen en percentages dienen voluit in letters te worden geschreven.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.